

Coronavirus : l'éducation continue de s'adapter

Publié le 30 mars 2020 par Jean Damien Lesay pour Localtis dans JEUNESSE, ÉDUCATION ET FORMATION | SANTÉ, MÉDICO-SOCIAL, VIEILLISSEMENT

Alors que la France entame sa troisième semaine de confinement dû à la pandémie de Covid-19, les acteurs de l'éducation – en premier lieu le ministère et les collectivités territoriales – continuent d'adapter les différents dispositifs mis en place. Continuité pédagogique, accueil des élèves, cantines scolaires : Localtis fait le point de la situation.



CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE : ON RALENTIT ?...

Les écoles ayant fermé depuis le lundi 16 mars, une continuité pédagogique est organisée depuis cette date. Elle consiste à accompagner les élèves à travers des outils numériques à distance chaque fois que cela est possible (voir aussi paragraphe suivant "Matériel et connexions pour les élèves"). Plus de deux millions de familles se sont ainsi inscrites sur le site "Ma classe à la maison" et un professeur sur trois utilise cette plateforme nationale mise à disposition par le Centre national d'enseignement à distance (Cned).

Les espaces numériques de travail (ENT), pilotés par les collectivités territoriales, sont également très sollicités. Partout, les serveurs font face à des demandes de connexion inhabituelles auxquelles il convient de s'adapter.

- En région Centre-Val de Loire, le conseil régional a ainsi mobilisé dans des délais très contraints tous ses moyens techniques et humains afin de multiplier par dix la capacité des serveurs de l'ENT. Dans les Hauts-de-Seine, la bande passante d'accès à l'ENT a été doublée.

D'après le site du ministère de l'Éducation nationale, la continuité pédagogique "est destinée à s'assurer que les élèves poursuivent des activités scolaires leur permettant de progresser dans leurs apprentissages, de maintenir les acquis déjà développés depuis le début de l'année [...] et d'acquérir des compétences nouvelles lorsque les modalités d'apprentissage à distance le permettent". Or de nombreuses voix s'élèvent pour alerter face à une situation qui pourrait creuser les inégalités scolaires eu égard, notamment, aux conditions matérielles extrêmement variées des familles devant l'aide aux enfants.

- Dans une tribune publiée le 27 mars, l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes et des collectivités territoriales (Andev) estime que "continuité éducative ne rime pas avec continuité scolaire". Et l'association d'expliquer que "les collectivités locales sont en première ligne sur cette question sans pouvoir garantir, avec l'État, l'accompagnement nécessaire des familles". De son côté, le syndicat Unsa éducation en appelle, dans une

tribune du 25 mars, à "ralentir pour ne pas creuser davantage les inégalités". La veille, l'organisation de parents d'élèves FCPE Paris demandait que la période de confinement soit "exclusivement consacrée aux révisions et à la consolidation des acquis [et qu'] aucun nouvel apprentissage ne [soit] demandé aux élèves".

"La continuité pédagogique à laquelle nous œuvrons vise à préserver le lien avec l'école et entre les camarades, et à réviser/approfondir les acquis mais en aucun cas à stresser les parents, à pénaliser les élèves ou à mettre une quelconque pression sur les enseignants, dont la réactivité et dévouement sont admirables", a pour sa part affirmé Bruno Studer, député du Bas-Rhin et président de la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale dans un communiqué du 27 mars.

VACANCES DE PRINTEMPS : ELLES SONT MAINTENUES

Interrogé lundi 30 mars sur Europe 1, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a annoncé que les vacances de printemps allaient être maintenues. "Il faut que les vacances soient les vacances, a-t-il affirmé. Zone par zone, les professeurs ne [seront] pas au travail avec les élèves durant cette période."

Jean-Michel Blanquer a profité de cette occasion pour tirer un premier bilan de la continuité pédagogique en confessant que, "durant les deux premières semaines, il y a un certain nombre d'élèves qu'on n'a pas pu atteindre". Pour ceux-là, et plus généralement pour tous les élèves qui en ont besoin, les vacances de printemps seront l'occasion de "proposer du soutien scolaire à distance aux élèves". Ce soutien sera assuré par des professeurs sur la base du volontariat.

MATÉRIEL ET CONNEXIONS POUR LES ÉLÈVES

Les parents ne disposant pas des outils ou des capacités permettant à leurs enfants de suivre l'enseignement à distance par voie numérique "doivent se faire connaître auprès de leur directeur d'école ou chef d'établissement afin de bénéficier, lorsque cela est possible, d'un prêt de matériel numérique, le cas échéant en lien avec la collectivité de rattachement, ou, à défaut, de matériel pédagogique", précise le ministère de l'Éducation nationale. Dans toute la mesure du possible, le matériel pédagogique est distribué par courrier.

Dans de très nombreux départements, régions et communes, des élèves ont été autorisés à emporter chez eux des tablettes numériques ou des ordinateurs portables normalement destinés à rester dans les établissements. Des envois de matériel informatique sont également proposés.

- Le conseil départemental de l'Aude a de son côté passé commande pour 25.000 euros de clés 4G auprès de l'opérateur Orange pour remédier aux problèmes de connexion de certaines élèves.

Quant à la remise de documents pédagogiques sur support imprimé, "elle doit demeurer une pratique exceptionnelle au profit des seuls élèves dépourvus de solution numérique et dans les territoires où l'acheminement par la poste n'est pas possible", indique le ministère. Et bien entendu, elle doit être organisée de manière à limiter au maximum les déplacements des responsables légaux des enfants concernés. À ce stade, un tel déplacement est assimilé à un déplacement "pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle et des achats de première nécessité" et implique la possession d'une attestation ad hoc. Les déplacements autorisés à ce titre sont par ailleurs limités à un seul par semaine, réalisé par un seul membre de la famille ou responsable légal de l'élève.

ACCUEIL À L'ÉCOLE : LES ENFANTS DES PERSONNELS DE L'AIDE SOCIALE AUSSI

Dès l'annonce de la fermeture des écoles, un service d'accueil de la petite section à la classe de troisième a été mis en place pour les enfants des personnels soignants et médicosociaux indispensables à la gestion de la crise sanitaire dépourvus de solution de garde. Depuis le 22 mars, ce dispositif est étendu aux enfants des personnels affectés aux missions d'aide sociale à l'enfance relevant des conseils départementaux (ASE) ainsi que des associations et établissements publics concourant à cette politique. Cette extension s'est immédiatement fait sentir dans les statistiques de fréquentation des établissements scolaires.

- Le nombre d'élèves accueillis dans les écoles et collèges de l'académie de Rennes s'est établi à 2.428 le vendredi 27 mars, contre 1.624 une semaine plus tôt.

Le rôle des collectivités territoriales est ici conséquent. En effet, cet accueil est élargi aux temps périscolaires et aux week-ends, le plus souvent avec la participation de professionnels de l'animation sous la responsabilité des collectivités compétentes.

Et alors que les transports scolaires sont également à l'arrêt, des services de transport individuel ou collectif sont parfois proposés par les conseils départementaux pour acheminer les enfants jusqu'à l'établissement le plus proche de leur domicile.

- Le conseil départemental de l'Isère met à disposition des taxis pour les déplacements des enfants de soignants qui le nécessitent pour se rendre à l'école.

Continuer à accueillir les enfants des personnels mobilisés par la lutte contre l'épidémie passe encore par le maintien des conditions sanitaires les plus sûres. Le ministère de l'Éducation nationale demande ainsi que les locaux soient aérés durant les périodes d'activité physique des élèves en extérieur et qu'un nettoyage minutieux des surfaces et des sanitaires soit effectué deux fois par jour par les services compétents de la collectivité de rattachement.

En cas d'infection confirmé dans un établissement scolaire accueillant encore des enfants de professionnels de santé, "il convient d'isoler la personne concernée pour une prise en charge immédiate" puis d'effectuer immédiatement "un nettoyage minutieux des sols et des surfaces" et d'aérer les pièces. "Dans l'attente de ce nettoyage, précise encore le ministère de l'Éducation nationale, les enfants et les personnels présents dans l'école ou l'établissement ne peuvent se rendre dans la salle de classe fréquentée par le personnel ou l'enfant concerné. Lorsque exceptionnellement ce nettoyage ne peut être réalisé avant le retour des professeurs et des enfants, ceux-ci doivent être accueillis dans une école ou un établissement à proximité dès le lendemain."

CANTINES : CHERCHER DES DÉBOUCHÉS POUR LES REPAS

Autre conséquence de la fermeture des écoles : l'approvisionnement des repas pour les cantines scolaires a été suspendu, à l'exception de certaines des écoles restées ouvertes pour permettre l'accueil des enfants des personnes mobilisées par la lutte contre l'épidémie. Quand ce service de restauration dépend de la collectivité, il faut trouver des débouchés pour les repas préparés et, au-delà, pour les stocks d'aliments. Dans plusieurs collectivités, la production de repas a pu être réaffectée aux Ehpad ou vers des personnes âgées vivant à domicile. De leur côté, de nombreux départements ont opté pour des dons à des associations ou des banques alimentaires.

- "Dans la Vienne, nous avons donné toutes les denrées en stock dans les collèges [à des] associations caritatives", témoigne Bruno Belin dans un message vidéo. Et le président du conseil départemental de la Vienne va même plus loin dans la gestion des répercussions de la crise sanitaire en matière de cantine scolaire : "Nous allons prendre en charge avec les collèges toutes les factures des collégiens de mars, d'avril, voire de mai et juin. Nous souhaitons ainsi soulager financièrement les familles."

POUR ALLER PLUS LOIN

➤ [FAQ sur le site du ministère de l'Éducation nationale](#)

VOIR AUSSI